Si ce message ne s'affiche pas correctement, **cliquez ici**

Convictions



Bulletin de l'Association MichelROCARD.org

N° 91 - OCTOBRE 2026

Éditorial

Cher Jean-Paul,



Michel Rocard et Jean-Paul Huchon en mai 1988

Nous n'oublierons pas ton rire, sonore et joyeux, le rire de quelqu'un qui aimait passionnément la vie. Nous n'oublierons pas ce regard, vif et malicieux, que tu plongeais dans le nôtre pour raconter une histoire, pour expliquer ou pour convaincre. Nous n'oublierons pas cette gestuelle des bras et des mains, les moulinets dont tu appuyais ton propos comme un acteur italien, pour être certain que l'on comprenne bien. Et puis, comment oublier ton humour communicatif et ravageur ? Ah ! ce dîner de ministres à Matignon à qui tu as servi l'histoire du singe et du lion...

Bien sûr, une part importante de ton parcours est liée à Michel Rocard mais, nous le verrons, il ne s'y réduit pas. En 1969, pendant ta scolarité à l'ENA, tu rejoins le PSU où t'a entraîné ton camarade de promotion Alain Richard. Cette promotion Thomas-More comptait aussi dans ses rangs Jean-Louis Bianco et Jean-Claude Trichet, ce qui ne sera pas inutile pour la suite. Au PSU qu'il cherchait alors à soustraire aux tentations gauchistes d'après mai-68, Michel Rocard te repère vite et en juin 1971, après le congrès de Lille, te fait entrer au bureau national. Tu deviens Daniel Lenègre, clin d'œil à tes ascendances martiniquaises, et à la plume que tu vas tenir, avec Georges Le Guelte (Bernard Jaumont), pour le livre de Michel Rocard "Le marché commun contre l'Europe". Tu es chargé des relations internationales, notamment avec le tiers-monde, et bien des années plus tard,

tu te remémorais avec drôlerie ces rencontres improbables avec les mouvements de libération d'Afrique ou de d'Amérique du Sud qui venaient chercher auprès du PSU un soutien politique, que tu leur dispensais avec le sérieux qui te caractérise. Avec le recul du temps, tu évoquais aussi avec amusement les discussions interminables du bureau national, qui se prolongeaient parfois jusqu'à point d'heure au « Module », un bistrot de Montparnasse aujourd'hui disparu. Et puis, au moment de la grande grève des Lip en 1973, tu n'avais pas été peu fier de participer, avec la CFDT et le PSU du ministère des Finances, à une « vente sauvage » de montres auprès de tes collègues de la direction du Budget.



Jean-Paul Huchon et Michel Rocard à Conflans en 1977

En 1974, quand Michel Rocard décide de tourner la page du PSU après l'élection présidentielle, tu le suis dans la démarche des Assises du socialisme. Ce temps de respiration dans les responsabilités partidaires te permet de consolider ton parcours à la direction du budget, ta mobilité au ministère du travail et des affaires sociales, avant de revenir au budget comme chef du bureau de l'agriculture – là encore, ce ne sera pas inutile pour la suite. Deux ans plus tard, en 1976, Michel Rocard cherche une implantation électorale à Conflans-Sainte-Honorine ; il lui faut sur place un relais de confiance, il te sollicite et tu sautes le pas. Tu ne savais pas encore que tu avais signé pour un bail de près de vingt-cinq ans avec la capitale de la batellerie qui allait, as-tu écrit, devenir la capitale de la rocardie… En mars 1977, la liste de Michel Rocard est élue au premier tour et de nouveau, le destin s'invite sur ton chemin : Gaston Rousset, le vieux militant conflanais pressenti pour devenir premier adjoint, décède peu après le scrutin et c'est toi qui es appelé à le remplacer. Ces premières années vont être celles du réveil de la belle endormie, de l'innovation sociale, de la démocratie du quotidien : tu t'es profondément épanoui et accompli dans ce mandat qui permettait de donner une traduction concrète et humaine aux idéaux politiques.

Mai 1981 : Michel Rocard est nommé ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. Aussitôt, il te nomme pour diriger son cabinet. Cette désignation n'allait pas de soi : après tout, il y avait, dans l'entourage de Michel Rocard, des personnalités ayant plus d'antériorité et plus capées qu'un administrateur civil au ministère du budget… Mais c'est toi qu'il choisit : sans doute avait-il déjà parfaitement intégré, au bénéfice de l'expérience conflanaise, qu'en plus d'une parfaite connaissance fonctionnelle de l'appareil d'Etat, tu lui apportais un talent inégalé dans le management des équipes, lui qui préférait tant l'administration des choses au gouvernement des hommes… Reconnaissons-le : au ministère du Plan, les équipes relevaient davantage du format commando que du corps d'armée. Était-ce plus facile pour autant, quand il fallait faire bonne figure entre les fulgurances et le désenchantement du ministre d'Etat ?

Mars 1983 : l'Agriculture ! Enfin un vrai ministère, avec une belle administration, un budget et une dimension européenne et internationale. Michel Rocard y donne sa pleine mesure d'homme d'Etat et toi de chef d'orchestre. Non seulement tu avais, du fait de tes anciennes fonctions au ministère du budget, une connaissance fine des dossiers, mais le mandat donné au ministre : apaiser, pacifier,



Barbecue de Cabaroc un dimanche de Pentecôte chez Jean-Paul Huchon en Normandie



Michel Rocard avec l'équipe de foot de Cabaroc

négocier, réformer, t'allait comme un gant. Le cabinet s'étoffe, l'équipe se structure : c'est la naissance de Cabaroc, l'association des membres des cabinets de Michel Rocard, officiellement déclarée en 1985. Ce qui avait été lancé au départ comme une blague potache va devenir une institution, parfois imitée, jamais égalée. A la Pentecôte 1984, tu invites les membres du cabinet et les équipes conflanaises à venir se retrouver pour le week-end dans ta maison de campagne du pays d'Ouche, dans l'Orne. Bien sûr, les collines du Perche ne sont pas la roche de Solutré mais ce rendez-vous de la Pentecôte va devenir un rituel. Au programme : barbecue, match de foot amateur contre une équipe locale, balade en forêt et franche rigolade. Et naturellement, soirée rock'n roll ! Parfois, aussi, un peu d'inquiétude de la part de la gendarmerie locale de savoir tous les collaborateurs du ministre de l'Agriculture rassemblés dans ce canton rural, en pleine crise des quotas laitiers, mais sans jamais le moindre incident. Au cours des trente années qui ont suivi, la date et le lieu du rendez-vous annuel ont changé mais les liens ont perduré, alors même que chacune et chacun avait parcouru son propre chemin, et Michel Rocard n'était pas le dernier à prendre plaisir à partager ces retrouvailles. Quelle mystérieuse alchimie fait que des liens professionnels, certes forgés dans une démarche politique commune, deviennent des liens de solide amitié, pas seulement individuelle, mais collective ? Il faudra qu'un jour des spécialistes en sociologie des organisations se penchent sur le sujet. Ils verront certainement que, si Michel Rocard en était la clé de voûte, tu étais le ciment qui faisait tenir l'édifice et ils en analyseront la composition subtile, faite d'empathie, d'autorité, de compétence, de respect, d'humour et de bienveillance, selon un dosage qui était ta marque de fabrique.

Fin 1984, le gouvernement a renoué avec le monde agricole, les grandes réformes – quotas laitiers, marché du vin, enseignement agricole – sont lancées, Bernard Vial aura la confiance de l'équipe pour prendre le relais : tu estimes, comme dit si joliment le proverbe créole, que « le temps de toi-même est venu ». En janvier 1985, tu deviens directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole. En ce temps-là, la « Caisse Nat », comme on l'appelait, c'était une puissance, le bras armé des pouvoirs publics pour orienter les évolutions de l'agriculture française ou pour en atténuer les soubresauts. Justement, ta présence à la tête de cette institution vient contrecarrer les orientations libérales de la droite revenue au pouvoir en mars 1986. Le ministre de l'Agriculture, ex-patron de la FNSEA, François Guillaume, veut privatiser le Crédit agricole, tu es un obstacle à son projet, il lui faut donc t'évincer. Mais c'est surtout à Edouard Balladur, ministre de l'Économie et des Finances, que tu ne pardonneras pas – toi, dont l'inclination était pourtant de voir le bon côté de chaque être – la mesquinerie brutale et condescendante avec laquelle il t'a notifié ton renvoi. Aucune

proposition de reclassement ne t'ayant été faite, tu te tournes vers l'entreprise privée et c'est le groupe EXOR qui te recrute, d'abord comme conseiller du Président, puis comme directeur général, pour se développer dans le secteur agro-alimentaire. Quand on a comme points d'appui Perrier et Château-Margaux, c'était une belle perspective !



La "dream team" de Matignon

Mais la roue tourne, et deux ans plus tard, François Mitterrand est réélu président de la République. Cette fois-ci, c'est l'heure de Michel Rocard. Le 10 mai 1988, en sortant du déjeuner à l'Élysée où le président lui a confirmé sa nomination, il t'appelle et c'est ensemble qu'en milieu d'après-midi, vous franchissez la porte de l'hôtel Matignon pour la passation de pouvoirs avec Jacques Chirac. Directeur de cabinet du Premier Ministre, c'est évidemment une tout autre dimension. Un nouveau cabinet se constitue, assemblage au premier abord improbable d'expérience militante et d'expertise administrative, mais très vite cimenté à la fois par le sens du service de l'Etat qu'incarne Michel Rocard et par le management du « coach » qui, comme Aimé Jacquet, mettait en avant le collectif plutôt que le vedettariat, le pragmatisme, la solidité et l'efficacité du jeu plutôt que la doctrine ou le spectacle, la préparation et la confiance plutôt que les coups de menton. Le secrétaire général du Gouvernement, Renaud Denoix de Saint-Marc, s'habitue rapidement à cette équipe suffisamment sérieuse pour ne pas se prendre au sérieux, et le cabinet militaire se prête de bonne grâce au fonctionnement simple, décontracté et cependant rigoureux que tu impulses à l'ensemble. Mais il te faut aussi gérer la coordination gouvernementale, et surtout les relations avec l'Élysée. Certes, c'était l'heure de Rocard – mais certains la voyaient comme la première, d'autres comme la dernière... Heureusement, ton condisciple de l'ENA Jean-Louis Bianco, qui partageait tes passions pour le rock et le foot, est le secrétaire général de l'Élysée : ensemble, et aussi avec Yves Lyon-Caen, directeur-adjoint du cabinet, vous allez faire en sorte que les dissemblances entre les deux têtes de l'exécutif deviennent une complémentarité bénéfique pour le pays, qui a vécu ainsi une période où réforme, progrès social et démocratie apaisée allaient de pair.



Les relations avec le Parti socialiste et la majorité parlementaire sont plus épineuses : bien sûr, il y a, chaque mardi matin, ce « petit déjeuner des éléphants » (je crois même me rappeler que c'est toi qui a inventé l'expression), mais les non-dits ou les postures y sont plus fréquents que les explications franches et sereines. Et si tu dois t'impliquer concrètement dans ces relations, je sais qu'en ton for intérieur, tu y gardes la distance nécessaire à une bonne hygiène intellectuelle et affective. Mais la grande nouveauté de Matignon,

Jean-Paul Huchon, Jean-Marie Tjibaou et Jean-François Merle (octobre 1988)

par rapport à tes fonctions antérieures, va être la place prise par la communication : ton approche était différente de celle de Michel Rocard, très critique à l'égard de l'évolution des médias, notamment audiovisuels. Différence générationnelle, peut-être, tu pensais qu'il fallait s'adapter à la nouvelle grammaire de l'image et de l'émotion pour mieux se faire comprendre. Dans ce registre aussi, Michel Rocard va te faire confiance et il n'aura pas à le regretter, puisqu'au terme de son mandat à Matignon, il avait conservé une popularité exceptionnelle. Guy Carcassonne et toi allez donc piloter cette communication, avec le concours singulier de Jacques Pilhan, qui conseillait par ailleurs François Mitterrand. Tu en retiendras, as-tu écrit, que « la communication est un métier qui s'apprend. Dans la douleur ». L'opinion en retiendra pour sa part des formules mémorables, comme « les douze travaux d'Hercule » ou le « génie des carpettes ».



Le secrétariat national du PS autour de Michel Rocard en avril 1993

Bon, on ne va pas faire ici le bilan des trois années passées comme directeur de cabinet du Premier ministre : tu as toi-même raconté dans *Jours tranquilles à Matignon* cette rencontre du rocardisme et de la réalité. Mais si ces jours furent naturellement intranquilles, tu as toujours récusé l'image « d'enfer » que certains ont voulu coller sur le rôle de Premier ministre. A dire vrai, c'est après que la descente aux enfers allait commencer, jusqu'à la bérézina des élections législatives de 1993. Tu étais retourné travailler dans le privé, dans le groupe de François Pinault, et si tu n'étais plus impliqué directement dans les activités politiques de Michel Rocard, le lien conflanais demeurait. Tu as donc vécu aux premières loges cette campagne législative qu'il menait à reculons jusqu'au calice de la défaite. Survient alors la tragi-comédie du Conseil national du PS, le 3 avril 1993, où une coalition paradoxale signe la défaite de Laurent Fabius en tant que Premier secrétaire du PS et porte Michel Rocard à la tête du parti. Tu étais, avec d'autres, à la manœuvre pour rassembler les mauroyistes, les jospinistes, les rocardiens, les emmanuellistes et la gauche socialiste de Dray et Mélenchon. Rocard suit l'évènement plus qu'il ne l'inspire, toi-même dira par la suite tes doutes sur le sens profond de cette opération, mais les dés roulent, et puis, tu le sais mieux que quiconque, Michel a tellement envie, quelles qu'en soient les modalités, de devenir Premier secrétaire du PS. Ce n'est pas d'abord une affaire de revanche, même si ça l'est aussi, c'est surtout l'accomplissement d'un destin social-démocrate. Alors, surmontant tes doutes, tu le suis à nouveau dans cette aventure, organisant ton départ de chez Pinault, t'installant rue de Solférino et devenant le grand ordonnateur, avec Manuel Valls, des États généraux des socialistes, réunis à Lyon début juillet. Ton discours, devant 5.000 personnes, est un grand moment d'émotion, accompagné par « *Je rêvais d'un autre monde* », du groupe rock Téléphone, que tu avais choisi... Celui du congrès du Bourget, en revanche, où tu entreprends de commencer l'inventaire du mitterrandisme, afin que l'élection de Michel Rocard comme Premier secrétaire, par 85 % des délégués, n'apparaisse pas dépourvue de sens, te vaut de passer un très mauvais quart d'heure. Ce ne fût presque rien à côté des moments qui allaient suivre : la campagne des élections européennes de 1994, la constitution

de la liste chabadabada, le scud Bernard Tapie – dont tu avais pourtant l'oreille –, la campagne inaudible, avant le résultat cauchemardesque ! Pour parachever le tout, le 19 juin, Michel Rocard est écarté à son tour de la direction du PS : pour toi, à 48 ans, comme pour lui, c'est un chapitre de vie qui se tourne.

Il se tourne d'autant plus rapidement que trois mois plus tard, en septembre 1994, Michel Rocard démissionne de son mandat de maire pour te passer le relais et te permettre de préparer au mieux les élections municipales de 1995. Cette reconversion politique s'accompagne d'une reconversion professionnelle, puisque tu rejoins le cabinet de chasseurs de têtes Progress, où ton expertise concrète du management des hommes trouve pleinement à se valoriser. A Conflans, la transmission s'effectue remarquablement et, en juin 1995, tu es réélu avec 59 % des suffrages au deuxième tour. Et en 2001, c'est dès le premier tour, avec 58 % des voix que tu remporteras le scrutin. Indubitablement, si les Conflanais avaient perdu une icône, ils avaient conservé un maire.



Si la courte campagne qui suit la dissolution de 1997 ne te permet pas de reprendre la circonscription perdue par Michel Rocard quatre ans plus tôt, d'autres combats t'attendent. Tu es en effet désigné par les socialistes pour conduire la liste dans les Yvelines lors des élections régionales de 1998. Tête de liste départementale, certes, mais qui va conduire la bataille pour l'ensemble de l'Île-de-France ? Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Économie et des Finances et chef de file dans le Val d'Oise, entretient pendant des mois un faux suspense sur le fait que Lionel Jospin pourrait le dispenser d'observer la règle de non-cumul d'une fonction ministérielle avec une fonction exécutive locale. Différents noms circulent, comme autant de ballons d'essai. Claude Allègre, jamais en panne d'une idée saugrenue, fait la suggestion d'une candidature de Michel Rocard et là, catastrophe, Michel se prend au jeu, sans égard pour ta propre démarche, toi dont la loyauté n'a jamais été prise en défaut ces trente dernières années. C'en est trop, et ce sera une rupture douloureuse et profonde. Thucydide disait que « l'ingratitude est la marque des peuples forts ». Peut-être est-elle aussi celle des grands hommes… Comme parfois dans les divorces, des mots ont été prononcés, qui auraient pu ne pas l'être parce qu'ils ajoutent du venin à la douleur. Je te l'avais dit en ce temps-là. Peu importe. Le plus important est que, le temps aidant, tu aies pu durablement renouer avec Michel Rocard les liens fraternels qui vous avaient permis d'accomplir tant de belles choses.

Ce moment difficile passé, Lionel Jospin ayant, comme c'était prévisible, confirmé qu'il ne dérogerait pas au principe du non-cumul, tu deviens en quelque sorte le plus petit commun dénominateur des socialistes pour la présidence de la Région. C'est tout sauf évident : ta notoriété est faible, face à Edouard Balladur, ancien Premier ministre, champion de la droite et du centre, mais les vents sont porteurs dans cette première année de la « dream team » de la gauche plurielle. Au terme d'une campagne intense, le résultat est là et l'Île-de-France bascule à gauche : 86 sièges pour la liste que tu conduis, 84 pour les droites, 36 pour les deux listes d'extrême-droite et 3 pour Lutte ouvrière. Le suspense dure encore plusieurs jours, puisqu'il faudra un long week-end à la droite pour se résoudre à ne pas faire alliance avec l'extrême-droite. Te voilà président du Conseil

régional ! Quel joli pied de nez de l'histoire, quand douze ans plus tôt, Edouard Balladur te prenait de haut pour t'évincer du Crédit agricole ! Bien sûr, ta majorité n'est que relative, mais c'est le propre des majorités faibles d'être plus soudées que quand elles sont pléthoriques. Et puis, toutes les qualités que tu avais déployées à Matignon, avec Guy Carcassonne, pour faire exister les « majorités stéréo » vont trouver à pleinement s'employer pour que chaque groupe de la majorité, chaque personnalité, se sente respecté et considéré et pour bâtir des compromis autour de politiques publiques novatrices. En 2004, avec une notoriété établie et des premiers résultats tangibles, ta réélection sera plus facile et tu obtiendras une nette majorité absolue au second tour, face à Jean-François Copé et à Marine Le Pen. Rebelote en 2010, avec plus de 56 % des voix face à Valérie Pécresse au second tour, et certains pensent que si, en 2015, on t'avait laissé tenter un quatrième mandat, Valérie Pécresse n'aurait peut-être pas gagné la région.



C'est qu'en près de dix-huit ans à la tête de la région-capitale, tu as un bilan plutôt flatteur. D'abord tu as commencé à donner une identité à la Région : ton prédécesseur RPR, Michel Giraud, avait pour consigne de pas faire d'ombre au maire de Paris, Jacques Chirac, et il faut reconnaître qu'il s'en est parfaitement acquitté. Avec toi, la Région commence à devenir un acteur de la vie quotidienne des Franciliens, en matière de transports, bien sûr, de lycées, évidemment, mais aussi de logement et de rayonnement culturel, et au fil des mandats, cette identité va s'affirmer. Le transfert de compétences en matière de transports, au début des années 2000, a été un défi considérable mais aussi une opportunité pour améliorer les infrastructures et le matériel, pour mieux desservir la grande couronne, le tout culminant en 2015 avec le Pass Navigo unique – une vraie politique de redistribution sociale au profit des plus modestes qui sont souvent aussi ceux qui sont le plus dépendants des transports en commun. Lors de la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région, un bras de fer s'engage avec l'Etat, plus exactement avec le secrétaire d'Etat chargé du Grand Paris, Christian Blanc, dont la vision sur l'organisation des transports, et notamment le rôle de la Région, différait de la tienne : deux rocardiens historiques en désaccord, quelle aubaine pour les commentateurs ! Un compromis fut toutefois trouvé après 2010. L'entretien et la rénovation des lycées comme la construction de nouveaux établissements rythmèrent tes trois mandats : en 2005, près de 200 opérations lancées en 1998 étaient en cours de réalisation, même si, comme le montrent aujourd'hui les mouvements lycéens que tu n'auras pas pu voir, il reste tant à faire. Il faudrait, pour compléter ce bilan – mais tu t'en es chargé par ailleurs – évoquer l'investissement de la Région dans les programmes de logement social, dans la recherche ou dans la culture, avec les festivals Rock en Seine ou Solidays.

Non, nous n'oublierons rien de tout cela, ni plein d'autres souvenirs conservés dans l'intimité de nos mémoires, ni ces instants partagés, début juillet encore, à Monticello, en Corse, autour de la sépulture de Michel Rocard dix ans après sa disparition. L'air était chaud, la brise légère, la

mer d'un bleu profond et les chants corses enveloppaient le moment d'un charme intemporel. Michel Rocard nous y avait conviés : « il faut garder les liens », avait-il écrit. Tu étais un maillon essentiel de ces liens, et tant que nous sommes là, ces liens subsistent et toi à travers eux. Un de tes livres, publié en 2005, s'intitulait : « Ceux qui aiment ne peuvent pas perdre ». A travers ces liens et ces souvenirs, c'est donc la vie qui continue de gagner.

Jean-François MERLE

Président de MichelRocard.org



Jean-Paul Mattei, Sylvie Rocard et Jean-Paul Huchon à Monticello le 2 juillet 2026

Pour retrouver Jean-Paul Huchon sur notre site :

- Colloque du 12 février 2021 : Michel Rocard et la dimension territoriale de l'action publique - L'élu local
- Colloque des 6 et 7 octobre 2021 : Michel Rocard et l'Europe
- Colloque du 26 juin 2026 : L'art du compromis selon Michel Rocard (séquence 2)

Échos

Disparition de Maurice Lazar



Maurice Lazar en juin 2025

Nous avons appris avec peine le décès de Maurice Lazar, survenu en septembre dans sa quatre-vingt-dix-septième année. Il était l'un des derniers témoins du groupe des étudiants socialistes qui, dans les années 50, s'opposaient à la politique algérienne de Guy Mollet, et dont Michel Rocard fut le secrétaire général. Né dans une famille juive originaire de Pologne et de Hongrie, proche du mouvement "bundiste", il est sensibilisé très jeune à l'antifascisme et aux questions internationales. Il rejoint la SFIO en 1947 mais la quitte dix ans plus tard, après la reculade de Guy Mollet le 6 février 1956 à Alger devant les manifestations des milieux colonialistes. Il participe alors à la création de l'UGS à Paris, puis en 1960, à celle du PSU. Administrateur de l'Assemblée de l'Union française, puis de l'Assemblée nationale, il est resté toute sa vie attaché aux problématiques du monde ; c'était un spécialiste de la Yougoslavie, qu'il avait découverte dans des camps de jeunesse, et dont il avait approfondi la

connaissance en épousant une yougoslave. Au PSU, il se situait dans la mouvance de Michel Rocard, qu'il suivra au PS en 1974, participant aux travaux de la commission Internationale du PS. Il fut naturellement très engagé lors de la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 90, en défense de la Bosnie contre les velléités expansionnistes de Milosevic. Nous exprimons à ses enfants et à sa famille nos condoléances émues.

Retrouvez ici le "parcours rocardien" de Maurice Lazar

Maurice Lazar, "mémoires vives du PSU"



Quand le professeur Yves Rocard "retournait" les savants allemands au lendemain de la guerre

La chaîne LCP-Assemblée nationale a rediffusé récemment un documentaire réalisé en 2023 sur la concurrence que se livraient les vainqueurs de la Seconde guerre mondiale pour enrôler à leur service les savants allemands qui avaient travaillé pour la machine de guerre d'Hitler. S'agissant de la France, ce programme, approuvé par le général de Gaulle, a été principalement mis en oeuvre par le professeur Yves Rocard : son petit-fils, Francis Rocard, avait recueilli sur ce point le témoignage de son grand-père, qui est ainsi restitué dans ce documentaire. Ce transfert massif de matière grise s'est déroulé pour le plus grand bénéfice de la France : l'apport de 4 à 5000 ingénieurs et de techniciens allemands, malgré le passé nazi de nombre d'entre eux, a permis à la France de retrouver son rang de grande puissance mondiale beaucoup plus rapidement que prévu.

Pour visionner le documentaire "Le plan secret français : main basse sur les savants d'Hitler"

« Dis pas ça, tu vas finir par te faire virer… », par Éric Lombard



Si Éric Lombard était plus âgé et revenu de tout, ce livre pourrait passer pour des Mémoires. Si la plume n'était pas aussi alerte et le style enlevé, on pourrait le prendre pour un compte rendu de RETEX (retour d'expérience). Si l'auteur se risquait dans les marécages de la campagne présidentielle, on pourrait y voir un programme électoral. Le dernier ouvrage d'Éric Lombard : *« Dis pas ça, tu vas finir par te faire virer… »*, que viennent de publier les éditions Albin Michel, est un peu de tout ça et bien plus encore.

Il revient, bien entendu, et avec verve, sur les neuf mois qu'il a passés à Bercy comme ministre de l'Économie et des Finances mais il s'agit moins d'un récit pour l'Histoire que d'un protocole thérapeutique sur la méthode permettant de

faire adopter un budget en l'absence de majorité parlementaire : dialogue, négociation, arbitrage. La dimension mémorielle est ailleurs, dans les chapitres où Éric Lombard raconte l'histoire de sa famille, du fleuron de l'industrie textile construit par son grand-père et dont des dissensions successorales ont provoqué la cession à un groupe étranger.



Son expérience – dans la banque, dans l'assurance ou à la tête de la Caisse des Dépôts – est aussi convoquée pour rappeler que le gouvernement des hommes (et des femmes) est infiniment plus ardu que l'administration des choses. La méthode, là encore, repose sur l'écoute, le dialogue, le sens que l'on donne à l'action, l'organisation fondée sur des missions plus que sur des hiérarchies abstraites, le pilotage – avec des outils adaptés – et la capacité à reconnaître ses erreurs pour les corriger... Si, comme disait Chirac, « un chef, c'est fait pour cheffer », bien peu ont intégré ces exigences.

Un tel parcours donne naturellement plein d'idées sur ce qu'il faudrait faire, pour réformer l'Etat et remettre le service public au service du public, pour résorber la dette qui étrangle le pays comme un nœud coulant, pour rendre l'Europe plus efficace et plus désirable, tout simplement pour faire partager et reproduire les innombrables expériences réussies que recèlent territoires, associations et entreprises... Assurément, on n'est jamais très loin du programme électoral, voire de la feuille de route pour Matignon, mais les circonstances en ont décidé autrement.

« *For sure* », comme dirait Macron, le lecteur se dira qu'il aurait personnellement vu les choses autrement ou fait d'autres choix, mais il retirera de la lecture de ce témoignage, à la fois très personnel et très généraliste, la conviction que, dans l'entreprise comme dans la vie publique, la démarche d'Éric Lombard était au premier chef motivée par la volonté de servir l'intérêt général et guidée par le rêve, partagé avec Michel Rocard, « d'un pays où l'on se parle à nouveau ».

Éric LOMBARD, *Dis pas ça, tu vas finir par te faire virer...,* éditions Albin Michel, Paris, 2026, 186 p., 19,90€.

(*Éric LOMBARD est administrateur de l'association MichelRocard.org depuis sa création*).

Retrouvez ici le parcours rocardien d'Eric Lombard

Une date, un moment

Michel Rocard et le mouvement des lycéens de 1990

Le mouvement social qui marque l'actualité

depuis un mois est d'abord né des lycéens qui ont occupé leurs établissements depuis fin septembre.



Si les mouvements lycéens sont moins courants que les mobilisations étudiantes, ils n'en sont pas moins marquants. Michel Rocard aussi a eu à faire face à un mouvement lycéen à l'automne 1990. Les revendications sont alors d'ailleurs assez proches de celles d'aujourd'hui : amélioration des bâtiments, remplacement des professeurs absents, moins d'élèves par classe. Seul Parcoursup et l'angoisse qu'il génère n'existaient pas à l'époque. Une revendication centrale de 1990 est moins, voire pas présente en 2026, c'est une meilleure lutte contre la violence dans les établissements scolaires, ce qui est plutôt un bon signe de l'évolution depuis bientôt trente ans. Le mouvement a d'ailleurs éclaté en octobre 1990 à la suite du viol d'une lycéenne.

Le mouvement débute le 15 octobre en Seine-Saint-Denis, avant de s'étendre rapidement à toute la France. C'est le jeune syndicat FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne), créé en 1986, qui est à la manœuvre. Les lycéens manifestent en criant : «Des pions et du pognon », « Non aux lycées ghettos ».

Toute la difficulté pour le gouvernement est d'arriver à dialoguer avec des syndicats qui ne sont guère représentatifs – il n'y a alors pas d'élections syndicale dans les instances des établissements –, et de faire des concessions sans fragiliser une situation économique qui est en train de se détériorer, sur fond de Guerre du Golfe. Pour rajouter à la difficulté du gouvernement, les députés de la gauche du PS prennent également fait et cause pour le mouvement, à l'image de Julien Dray qui a gagné, depuis le mouvement des infirmières deux ans plus tôt, le surnom de « Baron noir », au sein du cabinet de Michel Rocard (entretien avec Julien Dray, 28 octobre 2026). Julien Dray serait ainsi le jeune député qui survole avec malveillance la politique du gouvernement, n'ayant pas obtenu de portefeuille ministériel. La FIDL, le principal syndicat lycéen de l'époque, est en outre une émanation de l'UNEF-ID et de SOS Racisme, autant d'organisations dans lesquels Julien Dray ne manque pas de réseaux. Si le mouvement rejouait ainsi des luttes internes au PS, le mouvement lycéen lorgne aujourd'hui beaucoup plus vers LFI que vers le PS ou les autres partis de gouvernement, ce qui ne facilite pas la tâche du gouvernement et des négociateurs.

En 1990, la peur d'un potentiel dérapage est très présente dans l'encadrement policier, comme elle l'est aujourd'hui. La mort de Malik Oussekine lors de la mobilisation contre le Plan Devaquet, quatre ans plus tôt, est encore dans toutes les têtes et le Premier ministre ne peut se permettre de s'aliéner la jeunesse, sur laquelle le président s'est beaucoup appuyé pour sa réélection en 1988.

L'opinion publique soutient le mouvement, ainsi que les médias qui le présentent comme « jovial et sympathique ». D'après une étude statistique que nous avions mené en 2021 sur Michel Rocard et les mouvements sociaux, c'est même la deuxième mobilisation la plus médiatisée des années Rocard, après les infirmières.

Contrairement à l'attitude du gouvernement Lecornu, Michel Rocard et Lionel Jospin choisissent

immédiatement le dialogue avec les représentants de la mobilisation, dès la mi-octobre, sans ce que celui-ci n'aboutisse tout de suite. Michel Rocard, après avoir reçu les représentants de la FIDL à Matignon le 26 octobre, qualifie leurs revendications de « largement fondées ».

Comme aujourd'hui, le gouvernement espère que le mouvement va prendre fin avec les vacances de la Toussaint. Mais ce n'est pas ce qui se produit et il reprend encore de l'ampleur en novembre. Après une manifestation ayant réuni 100 000 personnes à Paris le 5 novembre, Michel Rocard et le ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, Lionel Jospin, reçoivent les lycéens et lycéennes et annoncent la création de 1.000 postes de personnels non-enseignants, tandis que 3.000 jeunes sont recrutés pour surveiller les établissements. Mais le mouvement se poursuit, alors que le Premier ministre est au Japon, du 11 au 13 novembre, pour représenter la France au sacre de l'empereur Aki Hito. Le 12 novembre, 200 000 jeunes manifestent dans les rues de Paris.

François Mitterrand, qui n'est jamais avare de quelques piques pour son Premier ministre, choisit ce moment pour recevoir les principaux leaders du syndicat FIDL, à l'Élysée le 12 novembre 1990. En sortant de sa rencontre avec le président de la République, l'un d'eux, Nasser Ramdane, n'hésite pas à triompher en déclarant : « Le Président nous a écoutés. Il a compris nos revendications et a parlé de plusieurs milliards de francs de crédits. C'est maintenant au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités. »

Finalement, le ministre de l'Education nationale, Lionel Jospin, accorde 4,5 milliards de F. supplémentaires pour la rénovation des lycées, ce qui permet d'apaiser le conflit. Un conseil de la vie lycéenne (CVL) est aussi créé, qui permet de mieux entendre la parole des élèves dans la gestion des établissements.

Nasser Ramdane Ferradj, l'ancien responsable de la FIDL, avec lequel je me suis entretenu trente ans plus tard m'avait confié tout ignorer de Michel Rocard et avoir découvert en lui un grand homme d'Etat ensuite. Je lui avais proposé d'écrire un texte pour cette newsletter et il m'avait répondu : « Avec un immense plaisir, d'autant qu'avec le recul des années mon respect envers lui s'est imposé naturellement. » Il m'a aussi écrit : « Rocard, c'était le bon temps finalement ». Sa mort prématurée ne m'a pas permis d'aller plus loin dans cette discussion qui s'annonçait prometteuse sur cette découverte de l'ancien Premier ministre.

Le mouvement des lycéens de 1990 n'est pas exempt de dégradations, en particulier pendant les manifestations des 5 et 12 novembre 1990. Mais leur ampleur n'a rien à voir avec celles connues durant le mois écoulé. La négociation rapide du gouvernement (finalement le mouvement dure moins d'un mois), le maintien permanent du dialogue et les concessions finales permettent une rapide sortie de crise. Quant aux pilleurs ils sont traités avec fermeté, selon les instructions de Pierre Joxe.

Si le mouvement de 2026 n'est pas un nouveau 1990, les solutions de l'époque ne paraissent pas complètement anachroniques à la situation contemporaine et pourraient largement servir l'action du gouvernement.

Pierre-Emmanuel GUIGO

Membre du conseil scientifique de MichelRocard.org

Parcours rocardien

Jérôme Saddier : la "dernière génération de rocardiens" ?



Je crois que je suis devenu rocardien par esprit de contradiction.

Issu de parents sans engagement politique mais modérés dans leurs votes, catholiques non pratiquants mais raisonnablement en colère contre Dieu, je me suis forgé à l'adolescence quelques idées que l'on ne saurait nécessairement qualifier de « convictions ». Bénéficiant à plein de l'ascenseur social à trois étages, je pouvais apprécier le magistère puissant de l'école publique, tandis que l'aumônerie et le scoutisme m'engageaient rapidement dans le parcours des « cathos de gauche » - même si ma relation à la foi changea tout net avec la découverte à quinze ans d'une autre façon de vivre le christianisme.

Comme beaucoup dans ma génération, le combat anti raciste, les luttes lycéennes et étudiantes dont celle contre la réforme Devaquet, puis le syndicalisme étudiant dans ce qui fut l'Unef-id, ont constitué la « geste » de mon intégration politique. Mais la contradiction intervient ici : malgré tous ces « marqueurs », je ne me suis jamais senti appartenir la « génération Mitterrand ». J'étais peu attiré par le faux modernisme des années 80, je n'avais pas le culte de la personnalité, peut-être étais-je aussi trop sérieux et n'avais-je pas la tradition familiale qui me faisait sentir le souffle de l'Histoire : en 1988, n'ayant pas encore (à quelques semaines près) le droit de vote, je me sentais plus attiré par la gauche alternative de Pierre Juquin que par la figure du « Vieux ».

Des lectures historiques m'avaient fait connaître la figure de Pierre Mendès France et son parcours au sein de la gauche, le conduisant d'un républicanisme exigeant à un socialisme non moins responsable. Michel Rocard était désormais Premier ministre et s'en réclamait ; je le connaissais peu mais mon père me confirma lors d'un trajet en voiture sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon qu'il en était l'héritier – du moins à sa connaissance. Il n'en demeure pas moins que je n'avais jamais vu un rocardien de près – je crois qu'il n'y en avait pas dans la municipalité socialiste qui dirigeait Villefranche-sur-Saône.

Nous sommes en septembre 1988 et j'intègre Sciences Po Lyon, avec le vague projet d'apprendre à écrire pour devenir journaliste, ainsi que m'y avait encouragé Michel Aulas (oui, le père d'un ancien militant de l'Unef devenu célèbre). C'était sans compter sur la rencontre avec quelques militants rocardiens de l'Unef-id, à laquelle je voulais adhérer, et qui dirigeaient vaillamment son « comité d'action syndical » au sein d'une AGE lyonnaise dirigée d'une main de fer par les troupes d'un certain Christophe Borgel, fraichement converti au socialisme démocratique. Je résistais comme je pouvais aux tentatives d'embrigadement et de formation idéologique de la « majo » pour persister dans mes choix rocardiens, au sein donc de la « sensibilité Avenir » qui me fera rencontrer très vite Alain Bauer qui en était le grand maître. Evidemment, j'adhérais aux Clubs Forum pilotés à Lyon par Philippe Duret et Didier Guillot ainsi qu'au MJS ancienne formule (celle où les « jeunes » demandaient aux « vieux » l'autorisation de faire comme eux).

Nous étions des « petits choses » dans cette fédération socialiste rhodanienne, où les rocardiens étaient à peu près aussi pestiférés que les mauroyistes de Gérard Collomb. Nous n'étions pas assez à gauche, paraît-il. Au moins le sommes-nous restés, nous. Militant de la section PS du 7ème arrondissement aux côtés de Jean-Pierre Flaconnèche, j'y retrouvais la plupart des camarades que nous faisions venir de l'engagement syndical étudiant : il fallait bien renforcer cet îlot rocardien (bien qu'il ne se situe pas sur la Presqu'île). A Perrache, l'Axotel hébergeait nos réunions grâce à la prodigalité (ou du moins la conviviale camaraderie) de son directeur ; je me souviens de Gérard et Michèle Lindeperg, Roger Fougères et Gaby Montcharmont, figures très attachantes de notre courant.

J'avais pu mesurer dès la fin de l'été 1989 en participant aux Rencontres d'Avignon, combien cette bande était aussi hétéroclite qu'attachante, et je garde le souvenir d'une intervention de Patrick Viveret (devenu mon cher voisin à Nanterre par le plus grand des hasards) sur le bonheur en politique : aujourd'hui encore, je ne suis pas certain d'avoir tout compris, mais j'avais bien senti qu'entre les murs du conclave et au-delà, un air un peu plus frais soufflait sur la gauche. Michel Rocard était au sommet de sa gloire, auréolé de ses premiers succès gouvernementaux, et pas encore trop tourmenté par les banderilles élyséennes.

C'est néanmoins à Quimper-Loctudy, la même année, accueilli par son sémillant nouveau maire Bernard Poignant, que j'entrai véritablement dans la galaxie des clubs Forum (passons sur les rivaux d'Opinion, tout juste bons à sortir un Edouard Philippe…). Je mesure qu'à cette époque, Manuel Valls, Alain Bauer et Stéphane Fouks n'ont pas trente ans (et j'en ai alors à peine vingt). Mais disons qu'ils maitrisent leur affaire et parviennent sans mal à maintenir à distance les ardeurs de mes camarades et amis Benoit Hamon, Olivier Faure, Christophe Clergeau, Jérôme Safar, Nicolas Braemer, François Blouvac, Emmanuel Couet, Jean Naem, Frédéric Beatse, Luc Broussy… Dans cet univers assez testostéroné (malgré Marietta Karamanli, Florence Fanelli, Aude Evin, Valérie Lacabanne, Delphine Mayrargue, Geneviève Letourneux, Salomé Meiers), il y avait des clans (en gros les Bretons contre les Lyonnais, les Nantais contre les Nazairiens, tous les provinciaux contre les Parisiens…) dont la division était assurément la clé du pouvoir pour nos aînés.

Jeunes rocardiens, nous étions fascinés par le militant infatigable, l'internationaliste conséquent, l'économiste rigoureux, le passionné d'innovation ; ce n'était pas le plus romantique ni le meilleur orateur, mais sa gouaille et sa passion de la transmission (quand nous le comprenions) nous faisaient partager des moments de joie politique. Nos universités d'été, que nous préparions pendant deux mois en squattant des bureaux rue de l'Université et l'appartement plus qu'accueillant de Jérôme Safar, Nicolas Braemer et Jean-Philippe Grange. Des amitiés durables se sont forgées dans cette camaraderie, malgré quelques désaccords futurs.

Il faudra du temps pour que la transmission générationnelle se fasse, dans le crépuscule des ambitions rocardiennes : un dîner dans un restaurant aussi fastueux pour nous qu'antagoniste quant à l'objet, assurait le passage aux commandes d'une nouvelle génération qui allait, sous l'égide de Forum pour quelques temps encore, continuer nos aventures au MJS, au PS, à l'Unef-id… et à la MNEF. La « triplette de Tolbiac », quant à elle, partait jouer chez les grands. Nous étions seuls, Rocard n'était plus Premier ministre donc nous nous divisâmes. D'un côté ceux qui souhaitaient pousser le patron à une candidature présidentielle débordant largement le PS en mobilisant ce qui restait de la France Unie et les deux Bernard (Kouchner et Tapie), ce qui supposait de relâcher notre

énergie sur les classiques cercles socialistes où nous nous épuisions quelque peu. De l'autre, ceux qui voulaient encore la jouer « à l'ancienne » et prendre les positions partout où c'était possible. D'un côté les amis de Christophe, de l'autre ceux de Benoit.

Mon choix de suivre Benoit explique bien des choses pour moi ensuite. La prise du MJS en 1992 avant son autonomisation et sa transformation pendant le mandat solférinesque de Michel Rocard, et dont je serai le trésorier national avec Régis Juanico de 1993 à 1995 en même temps que son animateur dans le Val d'Oise. Un renversement d'alliances en 1994 au sein de l'Unef-id qui nous amène avec nos vieux rivaux de la Gauche socialiste à prendre le contrôle et partager le pouvoir sous la houlette d'Olivier Girardin et où je siègerai dans les instances nationales jusqu'en 1993. La création, pour structurer tout ce que nous avions construit contre l'avis de nos aînés, de notre propre groupe politique sous le nom de « Nouvelle Gauche », qui prétendait à la fois entretenir la flamme d'un rocardisme fort peu gestionnaire, nous qui n'avions jamais connu le PSU, et favoriser les convergences futures avec nos nouveaux alliés. Des « rocardiens maintenus » en quelque sorte, après la dissolution des Clubs Forum dans un amphithéâtre de la Sorbonne en 1994.

Nous nous retrouvions fort opportunément, après l'échec ultime de Michel Rocard, dans la nouvelle synthèse, quoiqu'un peu sèche, de Lionel Jospin. A ce titre, nous allions nous épanouir dans les années Jospin, jusque dans ses cabinets ministériels, avant de négocier durement les suites de son échec en 2002 (mais c'est une autre histoire). J'étais déjà collaborateur d'Alain Richard et militant dans le Val d'Oise depuis 1992 et je le suivis au ministère de la Défense, avant de rejoindre Elisabeth Guigou dans ses responsabilités gouvernementales. Les rocardiens devinrent jospinistes tout en s'égayant dans quelques aventures diverses.

Ayant professionnellement rejoint, quelques années plus tard, le secteur mutualiste puis coopératif, je suis devenu un militant et un dirigeant de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui a constitué un authentique vivier de rocardiens, cette espèce de socialistes à qui l'économie et l'innovation sociale ne font pas peur). Au Crédit Coopératif, j'ai conservé nombre de traces (dont son bureau) de mon prédécesseur Jacques Moreau, qui était un proche de Michel Rocard, et de notre compagnon de route Claude Alphandery. C'est d'ailleurs au cours d'un colloque organisé par notre association au Musée Social sur le thème des « rocardiens et l'ESS », qui faisait notamment témoigner Scarlett Wilson-Courvoisier, Jean-François Merle et Hugues Sibille sous la houlette d'Alain Bergounioux, que je revendiquais le fait d'appartenir à la « dernière génération de rocardiens ».

Je ne crois pas avoir été démenti depuis.

Jérôme SADDIER,

adjoint au maire de Nanterre, président du Crédit Coopératif, militant de l'ESS

Agenda

Vendredi 6 novembre : inauguration de la place Michel-

Rocard

Le vendredi 6 novembre à 16 h 45, la place Michel-Rocard sera inaugurée par Emmanuel Grégoire, maire de Paris.

Elle se situe à l'angle du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université (métro : Solférinp-Bellechasse ou Assemblée nationale)



Colloque de l'Institut Pierre Mauroy

Le **vendredi 6 novembre** prochain, l'Institut Pierre Mauroy consacre son colloque annuel aux réseaux sociaux et à leurs effets (souvent négatifs) sur la vie politique.

Celui-ci aura lieu au Sénat.

Lien d'inscription au colloque de l'Institut Pierre Mauroy

Mercredi 25 novembre : colloque d'hommage à Lionel Jospin

L'Institut François Mitterrand organise un colloque d'hommage à Lionel Jospin.

Lien d'inscription et programme du colloque

Documents

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. *Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)*

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.
Directeur de la publication : Jean-François Merle.
© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org